

Pour une citoyenneté responsable et engagée

13 avril 2017

Voir les signataires à la fin de ce communiqué



À la veille du grand rendez-vous démocratique qu'est l'élection présidentielle, dans un contexte de discrédit grandissant de la parole publique et de sentiment d'impuissance face à l'état du monde, nos organisations et mouvements d'Église appellent à un sursaut citoyen. Cet appel fait écho à celui lancé par le pape François aux jeunes lors des Journées mondiales de la jeunesse à Cracovie en juillet 2016 : « Voulez-vous changer le monde ? ».

Cette interpellation nous est aujourd'hui adressée, à chacun et chacune, en ce temps électoral. Voulons-nous changer le monde et redonner sens à la citoyenneté, en ayant conscience d'habiter une même terre, en étant engagés vers un même avenir, en nous impliquant dans la gestion de la chose publique et en agissant pour l'intérêt général ?

En tant qu'acteurs de la société civile, notre rôle d'organisations et mouvements catholiques n'est pas de prendre parti mais bien de prendre part à la vie démocratique et d'inciter les citoyens à discerner les possibles et les souhaitables, à exercer leurs droits et leurs devoirs et à mettre en cohérence leur vote avec leurs convictions, leurs valeurs morales et leur foi.

Une inquiétude se développe chez celles et ceux qui habitent notre pays quant à l'avenir de leurs enfants et à la précarisation du travail et des liens sociaux. La stigmatisation de celui qui est différent, la volonté de construire des murs, la surenchère de propositions sécuritaires et identitaires : ces idées sont dangereuses pour une société qui aspire au vivre ensemble dans la paix et le respect de la dignité de chacun. On ne construit pas un projet de solidarité contre certains groupes et contre des personnes. On ne construit le lien social qu'avec celles et ceux qui vivent ensemble et participent au devenir de la communauté.

Notre foi et nos valeurs nous appellent à ne pas céder devant la colère, la peur et le rejet de l'autre, mais à plaider la cause des plus pauvres et à promouvoir le respect de la personne humaine et de l'environnement. Nous pensons que les solutions aux problèmes auxquels notre société est confrontée se trouvent dans l'ouverture, le dialogue et l'échange pour construire ensemble une France et une Europe plus justes dans un monde de droit et de dignité.

Les dizaines de milliers de bénévoles de nos organisations et mouvements sont témoins tous les jours que la réalité de la société française, c'est aussi et surtout des milliers d'actions concrètes qui construisent une planète plus solidaire et fraternelle. Des professionnels – salariés, agriculteurs, entrepreneurs, syndicalistes – développent d'autres manières de travailler, plus soucieuses de l'intégration des jeunes générations et de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Des familles accueillent des migrants chez elles. Des « jeunes » ou des plus « anciens » font le choix de modes de vie plus sobres dans le cadre d'une économie sociale et solidaire : potagers agro-écologiques, covoiturage, Amap... De nombreux projets voient le jour pour développer la démocratie participative qui sont autant de germes de mobilisation citoyenne locale. Des centres-villes réinvestis et de nouvelles initiatives rurales redynamisent nos régions...

Les échéances électorales sont une nouvelle opportunité de redire aux futurs décideurs le besoin de replacer la dignité de l'humain au cœur de leurs préoccupations. C'est aussi l'occasion de rappeler ce destin commun de l'Humanité qui passe par la solidarité, à l'échelle locale, nationale, européenne et internationale. Nous appelons tous les citoyens et citoyennes à mettre en œuvre concrètement ces valeurs de droit et d'égalité et à les porter dans leur vote. Il faut tout faire pour contribuer à élever le débat politique et combattre la tentation du repli sur soi ou la peur de l'autre.

Comme les évêques nous y ont incités en invitant « chacun et chacune à exercer son discernement et sa responsabilité pour le bien de tous^[1] », notre devoir aujourd'hui est de faire entendre notre voix.

Cette dynamique démocratique devra se poursuivre au lendemain du second tour des élections législatives en demandant aux élus de rendre compte de leur mandat, et en s'impliquant dans la vie locale afin de contribuer au renouveau de l'exercice de la citoyenneté.

Signataires :

ACI (Action catholique des milieux indépendants)

ACO (Action catholique ouvrière)

Apprentis d'Auteuil

Association des cités du Secours catholique

CCFD-Terre Solidaire

Chrétiens en Forum

Chrétiens dans l'Enseignement Public

CMR (Chrétiens dans le monde rural)

Communauté Mission de France

Communauté de Vie Chrétienne

Confrontations

DCC (Délégation Catholique pour la Coopération)

EDC (Entrepreneurs et dirigeants chrétiens)

Fédération française des Equipes Saint-Vincent

IRSI (Instituts religieux et Solidarité internationale)

JEC (Jeunesse étudiante chrétienne)

JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne)

MCC (Mouvement chrétien des cadres et dirigeants)

MCR (Mouvement chrétien des retraités)

Mission de la Mer

MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne)

Ordre de Malte

Pax Christi

Scouts et Guides de France

Secours catholique – Caritas France

Semaines sociales

Voir Ensemble

[1] « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique » (p 89), Conseil permanent de la Conférence des évêques de France – 14 octobre 2016